

COMMUNE DU VAUCLIN
LOTISSEMENT "PETITE GRENADE"

- PLAN DE SITUATION Résidence les Palétuviers-



Commune : LE VAUCLIN

Le PPR a été approuvé le 6 Février 2004 et modifié par arrêté le 19 Novembre 2004.

C'est une servitude d'utilité publique opposable à tous les actes individuels (certificats d'urbanisme, permis de construire, permis de lotir, etc)





Consultation à la date du 1 septembre 2008.

Le fond cadastral n'a pas de valeur réglementaire. Il permet seulement de mieux repérer dans l'espace la situation de l'information recherchée. L'information donnée correspond seulement au point indiqué au centre de la carte sur le fond de la BDTopo 2002 de l'IGN. En cas de contestation du présent document, seul le document original approuvé par le préfet fera foi devant les tribunaux.









Zonage PPR	Inondation	Mouvement	Séisme
	Houle	Erosion	Faïlle
	Submersion	Volcanisme	Liquéfaction

ALEA INONDATION

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Aléa Fort (INONDATION)
-  Aléa Moyen (INONDATION)

⊞

ALEA MOUVEMENT DE TERRAIN

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Aléa Majeur (MOUVEMENT)
-  Aléa Fort (MOUVEMENT)
-  Aléa Moyen (MOUVEMENT)
-  Aléa Faible à Nul (MOUVEMENT)








⊞

ALEA LITTORAL

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Aléa Majeur (EROSION)
-  Aléa Fort (EROSION)
-  Aléa Fort (SUBMERSION)
-  Aléa Moyen (SUBMERSION)
-  Aléa Fort (HOULE)
-  Aléa Moyen (HOULE)







⊞

ALEA SISMIQUE

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Aléa Fort (LIQUEFACTION)
-  Aléa Moyen (LIQUEFACTION)
-  Aléa Faible à Nul (LIQUEF...)
-  Faïlle supposée active (FAÏLLE)
-  Aléa Fort Séisme

⊞

ALEA VOLCANISME

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Aléa très élevé (VOLCANISME)
-  Aléa élevé (VOLCANISME)
-  Aléa Moyen (VOLCANISME)
-  Aléa Faible (VOLCANISME)

⊞

ENJEUX

-  Limites communes
-  Mangrove
-  Enjeux très forts
-  Enjeux forts
-  Enjeux modérés

⊞

NB : Les aménagements autorisés le sont sans préjudice de l'application des documents d'urbanisme en vigueur (PLU, SAR ...)			
La Martinique est située dans une zone de sismicité forte (zone III) Quelque soit le site d'implantation d'un projet, il doit être conçu et mis en oeuvre conformément aux normes parasismiques et para cycloniques en vigueur. Si les dispositions relèvent à la fois de ces normes et du règlement du PPR, c'est la prescription la plus sécuritaire qui doit être retenue.			
RÈGLEMENT DE LA ZONE BLANCHE			
BLANC	Autorisation	Prescription	Observation
PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES : sous réserve de ne pas aggraver significativement les risques existants (y compris les risques de nuisance et de pollution)			
Prescriptions réalisables sur le bâti existant si le montant des travaux n'excède pas 10% de la valeur vénale des biens			
Tous les aménagements		Respect des règles parasismiques en vigueur Respect des règles paracycloniques en vigueur	Il s'agit des PS 92
RECOMMANDATIONS :			
Bâtiments futurs		Mise hors d'eau des constructions par rapport aux écoulements pluviaux. Les intensités pluviométriques sont importantes et les risques de débordement des réseaux pluviaux sont fréquents, La surélévation de tout nouveau bâtiment par rapport à la voirie ou au terrain naturel est recommandée (2 à 3 marches) Maîtriser les rejets d'eaux usées Ne pas déstabiliser les terrains par des aménagements inappropriés Application du principe de précaution, c'est à dire s'éloigner autant que possible des zones jaune, orange ou rouge car elles peuvent être dépassées pour un événement exceptionnel. Lorsque le projet est situé à proximité immédiate d'une zone jaune, orange ou rouge, il est prudent d'appliquer les prescriptions proposées dans ces zones . Exemple : surélévation du bâtiment à la cote de référence d'inondation augmentée de 50 cm.	
Sont prescrits dans un délai de 5 ans après approbation du PPR :			
Bâtiments		Obligation d'effectuer le diagnostic des bâtiments, équipements et installations prioritaires de la commune et de déterminer les mesures d'amélioration significatives possibles de ces biens dans la limite de 10% de leur valeur	